

# Chapitre 17

## Les provisions

vrai-faux

Les affirmations suivantes sont-elles vraies ou fausses ?

1. Les provisions enregistrent des dépréciations d'éléments d'actif.

FAUX

2. Les provisions sont automatiquement annulées en fin d'exercice.

FAUX

3. Une provision devenue sans objet est conservée.

FAUX

4. Les provisions sont ajustées en fin d'exercice.

VRAI

5. On peut créer une provision pour amende fiscale.

VRAI

6. Les provisions pour risques et charges génèrent probablement une sortie future de ressources.

VRAI

7. Une provision peut constater un risque simplement éventuel.

FAUX

8. Les provisions ne figurent pas au bilan.

FAUX

9. Les provisions figurent à l'actif du bilan en soustraction.

FAUX

10. Les provisions figurent au passif du bilan dans les dettes.

FAUX

11. On peut compenser dotations et reprises.

FAUX

12. Les provisions répondent au principe de prudence.

VRAI

13. Les provisions réglementées ont un caractère purement fiscal.

VRAI

14. L'amortissement dérogatoire est la différence entre l'amortissement fiscal et l'amortissement économique.

VRAI

15. Si la différence ci-dessus devient négative, on procède à une reprise.

VRAI

---

### Exercice 17.1

Vous êtes comptable de l'entreprise Tractexpert. En janvier, le gérant vous demande de classer les opérations suivantes dans les comptes de l'exercice clos le 31 décembre N :

1. L'entreprise désire bénéficier de l'avantage fiscal accordé dans le cadre du sur-amortissement sur 12 mois de l'immobilisation anti-pollution acquise en N.
2. L'entreprise a calculé la tva à payer au titre du mois de décembre.
3. En novembre, un salarié est blessé sur un chantier alors qu'on ne lui avait pas fourni de casque. Il réclame aussitôt des dommages et intérêts à l'entreprise.
4. En janvier N+1, l'entreprise a reçu une facture d'un fournisseur concernant une livraison du mois de décembre.
5. L'entreprise a reçu une facture d'un fournisseur d'immobilisations concernant une acquisition de janvier N+1.
6. En octobre, l'entreprise s'est portée caution pour le paiement d'un emprunt effectué par le gérant.
7. L'entreprise prévoit de réaliser les travaux en N+2. Elle souhaite étaler ces grosses réparations sur plusieurs exercices.
8. En décembre, l'entreprise constate la dépréciation exceptionnelle de son immobilisation anti-pollution.
9. L'entreprise vient d'accorder à un client un avoir concernant des marchandises retournées au mois de novembre.

#### Travail à faire

1. Ces opérations doivent-elles être portées au passif du bilan au titre de l'exercice N ?  
**justifier vos réponses.**
2. Dans l'affirmative, dans quelle partie du passif sera comptabilisée l'opération et quel compte de passif sera utilisé ?

## Corrigé

**Ces opérations doivent-elles être portées au passif du bilan au titre de l'exercice N ?**

**Dans l'affirmative, dans quelle partie du passif sera comptabilisée l'opération et quel compte de passif sera utilisé ?**

N°	Questions	Passif	Justification	Compte
1	L'entreprise désire bénéficier de l'avantage fiscal accordé dans le cadre du sur-amortissement sur 12 mois de l'immobilisation anti-pollution acquise en N.	oui	Pour bénéficier de la déductibilité, le sur-amortissement sera comptabilisé au passif en amortissement dérogatoire.	145
2	L'entreprise a calculé la tva à payer au titre du mois de décembre.	oui	C'est une dette : obligation envers l'état, sortie de ressources certaine, échéance et montant précis.	4455
3	En novembre, un salarié est blessé sur un chantier alors qu'on ne lui avait pas fourni de casque. Il réclame aussitôt des dommages et intérêts à l'entreprise.	oui	C'est une provision : obligation envers un salarié (obligation de sécurité non respectée), sortie de ressources probable (réclamation justifiée), échéance et/ou montant imprécis.	1511
4	En janvier N+1, l'entreprise a reçu une facture d'un fournisseur concernant une livraison du mois de décembre.	oui	C'est une dette : obligation envers le fournisseur en décembre, sortie de ressources certaine, échéance et montant précis.	401
5	L'entreprise a reçu une facture d'un fournisseur d'immobilisations concernant une acquisition de janvier N+1.	non	L'obligation est née au mois de janvier.	-
6	En octobre, l'entreprise s'est portée caution pour le paiement d'un emprunt effectué par le gérant.	non	Passif éventuel non comptabilisé : La sortie de ressources interviendra éventuellement si le gérant est défaillant.	-
7	L'entreprise prévoit de réaliser les travaux en N+2. Elle souhaite étaler ces grosses réparations sur plusieurs exercices.	oui	Les charges prévisibles importantes de grosses réparations, ne présentant pas un caractère annuel, peuvent être enregistrées les provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices.	157
8	En décembre, l'entreprise constate la dépréciation exceptionnelle de son immobilisation anti-pollution.	non	Il s'agit d'une dépréciation portée à l'actif en diminution de la valeur brute de l'immobilisation.	-
9	L'entreprise vient d'accorder à un client un avoir concernant des marchandises retournées au mois de novembre.	oui	C'est une dette : obligation envers le client depuis le mois de novembre N, sortie de ressources certaine, échéance et montant précis.	4198

### Exercice 17.2

Courant N, l'entreprise MONASTIERS se voit intenter un procès par son client JOUCAS qui lui réclame 35 000 € à titre de dommages et intérêts. Selon l'avocat, cette demande semble justifiée.

Fin N+1, le litige n'est toujours pas réglé, mais il apparaît de façon très probable que l'entreprise devra verser la somme de 25 000 € à son client.

Le 14-02-N+2, l'entreprise doit payer et règle par chèques :

- 25 000 € de dommages et intérêts ;
- 2 500 € de frais de justice ;
- 3 000 € à son avocat.

Toutes ces opérations sont considérées comme exceptionnelles.

Travail à faire :

1. Passer les écritures au journal.

2. Analyser la charge supportée par l'entreprise.

Corrigé

1 - Ecritures au journal

31-12-N			
6875	Dotations aux provisions exceptionnelles	35 000	
1511	Provisions pour litiges		35 000
31-12-N +1			
1511	Provisions pour litiges	10 000	
7875	Reprises sur provisions exceptionnelles		10 000
14-02-N +2			
6788	Charges exceptionnelles diverses	25 000	
6226	Honoraires	3 000	
44566	État, TVA déduction sur ABS	600	
6227	Frais d'actes et de contentieux	2 500	
512	Banque		31 100
d° ou fin N +2			
1511	Provisions pour litiges	25 000	
7875	Reprises sur provisions exceptionnelles		25 000

## 2 - Charges

L'exercice N supporte une charge (inscrite à 6875) de :	35 000
L'exercice N +1 fait apparaître un produit (à 7875) de :	10 000
L'exercice N +2 :	
supporte une charge de : 25 000 + 3 000 + 2 500 =	30 500
fait apparaître un produit (à 7875) de :	25 000
donc en définitive l'exercice N+2 supporte une charge non prévue de :	<u>5 500</u>

### Exercice 17.3

Thème : Provisions pour gros entretien ou grandes révisions

Courant N, l'entreprise Pierredon décide de procéder en début N +3 à d'importants travaux dans son usine de Saumane.

Le devis s'élève à 510 000 € HT.

La charge est à répartir par fractions égales sur les exercices N, N +1 et N +2.

Les travaux sont effectués en début janvier N +3 ; leur coût réel est 600 000 € HT et leur règlement a lieu le 15/02/N+3.

Travail à faire :

- 1 – Passer les écritures au journal.
- 2 – Analyser la charge supportée par l'entreprise.

### Corrigé

#### 1 - Ecritures au journal

31-12-N			
6815	Dotations aux provisions d'exploitation	170 000	
	1572 Provisions pour gros entretien ou grandes révisions		170 000
Quote-part de charge affectée à l'exercice N :			
510 000 / 3 = 170 000			

31-12-N+1			
6815	Dotations aux provisions d'exploitation	170 000	
	1572 Provisions pour gros entretien ou grandes révisions		170 000
31-12-N+2			
6815	Dotations aux provisions d'exploitation	170 000	
	1572 Provisions pour gros entretien ou grandes révisions		170 000
15-02-N +3			
615	Entretiens et réparations	600 000	
44566	État, TVA déduction sur ABS	120 000	
	512 Banque		720 000
Règlement par chèque			
d° ou fin N+3			
1572	Provisions pour gros entretien ou grandes révisions	510 000	
	7815 Reprises sur provisions d'exploitation		510 000
Annulation provision devenue sans objet			

## 2 - Charge

La charge est ainsi supportée dans le temps :

exercice N : charges 170 000 (compte 6815)

exercice N +1 : charges 170 000(compte 6815)

exercice N +2 : charges 170 000(compte 6815)

exercice N +3 : 600 000 -510 000 = 90 000 (compte 6815 et compte 7815)

charges correspondant à complément de coût non prévu

#### Exercice 17.4

Thème : Provisions pour perte de change

L'entreprise Saumane commercialise des articles de sport d'origine étrangère.

Elle a reçu le 15 septembre N une facture de son fournisseur japonais ippon : 540 000 yens, facture payable en février N +1.

La livraison a lieu le 10 octobre N, et la TVA est réglée à cette date. La facture est réglée le 14/02/N +1.

Les cours du Yen sont les suivants :

- à la facturation : 1 € = 135 yens
- le 31/12/N : 1 € = 125 yens
- au règlement : 1 € = 144 yens

Travail à faire :

Enregistrer ces opérations.

Corrigé

15-09-N			
607	Achats de marchandises	4 000	
401	Fournisseurs (ippon)		4 000
	$540\,000 / 135 = 4\,000\text{ €}$		
10-10-N			
44566	État, TVA déduction sur ABS	800	
512	Banque		800
	$20\% \text{ de } 4\,000 = 800$		
31-12-N			
4762	Augmentation des dettes	320	
401	Fournisseurs (ippon)		320
	$540\,000 / 125 = 4\,320\text{ €}$ et $4\,320 - 4\,000 = 320$		
d°			
6865	Dotations aux provisions financières	320	
1515	Provisions pour pertes de change		320
01-01-N +1			
401	Fournisseurs (ippon)	320	
4762	Augmentation des dettes		320
	Dette ramenée à son montant initial : 4 000 €		
14-02-N +1			
401	Fournisseurs (ippon pour solde)	4 000	
512	Banque		3 750
	$540\,000 / 144 = 3\,750\text{ €}$		
766	Gains de change		50
d° ou 31-12-N+1			
1515	Provisions pour pertes de change	320	
7865	Reprise sur provisions financières		320
	Annulation provision devenue sans objet		

Se reporter si nécessaire au chapitre 12.



### Exercice 17.5

#### Thème : Amortissements dérogatoires

L'entreprise Sénanque a fait construire, dans le cadre des installations de lutte contre la pollution, un bassin de décantation et d'épuration des eaux industrielles.

Ce bassin a coûté 456 000 € HT, a été mis en service le 1<sup>er</sup> juin N, et est normalement amorti de façon linéaire en 20 ans.

Mais il entre dans le cadre de la lutte antipollution, et peut à ce titre être amorti à 100 % sur 12 mois à compter de sa mise en service : l'entreprise entend bénéficier de cet avantage fiscal.

Travail à faire :

Calculer et enregistrer, fin N, les amortissements de ce bassin.

#### Corrigé

Amortissement fiscal	$456\,000 \times 7/12$	=	266 000
Amortissement économique	$456\,000 \times 1/20 \times 7/12$	=	13 300
Amortissement dérogatoire :			<u>252 700</u>

31-12-N			
6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations	13 300	
2813	Amortissements des constructions		13 330
d°			
68725	Dotations aux provisions réglementées (immobilisations), amortissements dérogatoires	252 700	
145	Provisions réglementées, amortissements dérogatoires		252 700

### Exercice 17.6

#### Thème : Amortissements dérogatoires

L'entreprise Silvacane a acheté et fait installer, pour un prix total de 120 000 € HT, un matériel antipollution pour lequel elle bénéficie d'un amortissement exceptionnel fiscal sur 12 mois, alors que l'amortissement économiquement justifié est l'amortissement dégressif sur 5 ans. Les travaux de mise en place ont été terminés le 31 août +N.

Travail à faire :

1- Présenter un tableau faisant apparaître les

amortissements :

- économiques ;
- fiscaux ;
- dérogatoires.

2 - Dire comment la charge de 120 000 est répartie dans le temps.

3 - Passer les écritures fin N et fin N +4.

Corrigé

1- Amortissement économiquement justifié :

dégressif sur 5 ans → taux :  $20\% \times 1,75 = 35\%$

% Amortissement fiscal sur 12 mois :

4 mois en N soit :  $120\,000 \times 4/12 = 40\,000$

8 mois en N+1 soit :  $120\,000 \times 8/12 = 80\,000$

Amortissement dérogatoire :

Dates	Annuités économiques (dégressif)	VCN	Annuités fiscales	145 Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Fin N	14 000 <sup>(1)</sup>	106 000	40 000	26 000 <sup>(5)</sup>	
Fin N +1	37 100 <sup>(2)</sup>	68 900	80 000	42 900 <sup>(6)</sup>	
Fin N +2	24 115 <sup>(3)</sup>	44 785			24 115
Fin N +3	22 393 <sup>(4)</sup>	22 392			22 393
Fin N +4	22 392 <sup>(4)</sup>	0			22 392
	120 000		120 000	68 900	68 900

(1)  $35\%$  de  $120\,000 \times 4/12$

(2)  $35\%$  de  $106\,000$

(3)  $35\%$  de  $68\,900$

(4)  $44\,785 \times 1/2$

(5)  $40\,000 - 14\,000$

(6)  $80\,000 - 37\,100$

2- La charge de  $120\,000$  est supportée :

par N pour  $40\,000$  ( $14\,000 + 26\,000$ )

par N +1 pour  $80\,000$  ( $37\,100 + 42\,900$ )

Pour les trois autres exercices, la dotation économique est compensée par la reprise dérogatoire. Le tableau montre que le compte 145 est soldé, et donc que l'avantage fiscal (N) + (N +1) :  $68\,900$ , est compensé par les reprises (N +2) + (N +3) + (N +4) :  $68\,900$ .

fin N			
68112	Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	14 000	
28154	Amortissements du matériel industriel		14 000
d°			
68725	Dotations aux amortissements dérogatoires	26 000	
145	Amortissements dérogatoires		26 000
fin N+4			
68112	Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	22 392	
28154	Amortissements du matériel industriel		22 392
d°			
145	Amortissements dérogatoires	22 392	
78725	Reprises sur amortissements dérogatoires		22 392